

JOURNAL OFFICIEL

La présente édition
ne contient pas
les publications
contenant des données
personnelles protégées.
Dès lors, seule
la version officielle
sur papier fait foi.

JAA 2800 Delémont – 36^e année – N° 35 – Mercredi 1^{er} octobre 2014

Le « Journal officiel de la République et Canton du Jura » paraît chaque semaine, le mercredi. Terme de la remise des publications: le lundi à 12 heures. Ce délai peut être avancé si la date de parution est jour férié. Abonnement: 70 francs par an. Vente au numéro: Fr. 1.80. Editeur: Pressor SA, Centre d'impression et d'arts graphiques, Delémont, tél. 032 421 19 19, fax 032 421 19 00. Compte de chèques postaux 12-874158-4.

Tarif des insertions: Fr. 1.55 le mm, sur deux colonnes à la page (une colonne: 85 mm de large). Une publication ne peut être retirée que par une personne compétente; si la composition est terminée, elle est facturée. Les ordres de retrait ne peuvent être donnés que jusqu'au mardi, à 8 h 30. **Adresse postale pour l'envoi des publications:** « Journal officiel de la République et Canton du Jura », case postale 553, 2800 Delémont 1. **Courriel:** journalofficiel@pressor.ch

Publications des autorités cantonales

République et Canton du Jura

Arrêté concernant la modification des tarifs de l'abonnement de la Communauté tarifaire jurassienne «Vagabond» à partir du 14 décembre 2014

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,
vu l'article 4, alinéa 1, de l'arrêté du Parlement portant création de la Communauté tarifaire jurassienne (CTJU) du 15 décembre 2000¹,

arrête:

Article premier La modification des tarifs des abonnements de la Communauté tarifaire jurassienne valables sur le réseau «Vagabond» à partir du 14 décembre 2014 est approuvée, selon les tableaux ci-dessous:

1. Abonnements «Vagabond»

Mensuel	Adulte 2 ^e classe	Adulte 1 ^{re} classe	Junior 2 ^e classe
1 zone	65.–	111.–	49.–
2 zones	70.–	119.–	53.–
3 zones	101.–	172.–	76.–
4 zones	133.–	227.–	100.–
5 zones et +	162.–	276.–	122.–

Annuel (= mens. x 9)	Adulte 2 ^e classe	Adulte 1 ^{re} classe	Junior 2 ^e classe
1 zone	585.–	999.–	441.–
2 zones	630.–	1'071.–	477.–
3 zones	909.–	1'548.–	684.–
4 zones	1'197.–	2'043.–	900.–
5 zones et +	1'458.–	2'484.–	1'098.–

2. Abonnements «Vagabond+»

Mensuel	Adulte 2 ^e classe	Adulte 1 ^{re} classe	Junior 2 ^e classe
1 zone	75.–	121.–	59.–
2 zones	80.–	129.–	63.–
3 zones	111.–	182.–	86.–
4 zones	143.–	237.–	110.–
5 zones et +	172.–	286.–	132.–

Annuel (= mens. x 9)	Adulte 2 ^e classe	Adulte 1 ^{re} classe	Junior 2 ^e classe
1 zone	675.–	1'089.–	531.–
2 zones	720.–	1'161.–	567.–
3 zones	999.–	1'638.–	774.–
4 zones	1'287.–	2'133.–	990.–
5 zones et +	1'548.–	2'574.–	1'188.–

3. Abonnements «JobAbo»

Mensuel	Adulte 2 ^e classe
1 zone	441.–
2 zones	477.–
3 zones	684.–
4 zones	900.–
5 zones et +	1'098.–

Art. 2 Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 16 septembre 2014 Au nom du Gouvernement
Le président: Charles Juillard
Le chancelier: Jean-Christophe Kübler

¹ ARRÊTÉ DU PARLEMENT N° 1006

journalofficiel@pressor.ch

République et Canton du Jura

**Arrêté
concernant l'approbation du périmètre
et des statuts du Syndicat de chemins
Les Bois 2**

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu le dépôt public, du 22 août au 12 septembre 2012, au secrétariat communal des Bois, du plan de périmètre, de l'avant-projet, du devis provisoire des frais et du projet de statuts,

vu la décision de l'assemblée constitutive du 19 février 2013, prise par 67 propriétaires, possédant 1406 ha, contre 9 propriétaires possédant 67 ha, de créer un syndicat d'améliorations foncières au sens de l'art. 703 du Code civil suisse¹,

vu l'approbation des statuts du syndicat par l'assemblée du 19 février 2013,

vu la décision du 5 mars 2014, prise à l'unanimité des propriétaires concernés, d'étendre le projet au sous-périmètre N° 11,

vu la liquidation, par le Service de l'économie rurale, de toutes les oppositions formées contre le périmètre, vu l'article 44 de la loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles²,

considérant que la procédure a été suivie conformément aux dispositions légales,

arrête:

Article premier Le périmètre du Syndicat de chemins Les Bois 2, tel qu'il ressort du plan 1:10'000 d'avril 2014, comprenant une surface de 1543 ha, est approuvé.

Art. 2 Les statuts du Syndicat de chemins Les Bois 2, datés du 19 février 2013, sont approuvés.

Art. 3 Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 9 septembre 2014 Au nom du Gouvernement
Le président: Charles Juillard
Le chancelier: Jean-Christophe Kübler

Département de l'Environnement et de l'Équipement

**Arrêté
portant approbation
du plan général d'évacuation des eaux (PGEE)
de la commune de Saulcy**

Le Département de l'Environnement et de l'Équipement,

vu la présentation du PGEE à la population en date du 20.06.2011,

vu l'approbation du PGEE par le Conseil communal du 11 juillet 2011,

vu la requête de la commune du 11 juillet 2011 tendant à l'approbation du PGEE,

vu l'article 5 de l'ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux)¹,

vu les articles 20 à 27 de l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux (OPE)²,

considérant que le PGEE (plan général d'évacuation des eaux) au sens de l'article 5 OEaux correspond au plan communal d'assainissement, au plan directeur des canalisations (PDC) et au projet général des canalisations (PGC) au sens des articles 20 ss de l'OPE; qu'il y a lieu dès lors d'appliquer à son établissement, par analogie, la procédure définie à l'article 27 OPE,

sous réserve de la future législation cantonale en la matière, actuellement en cours d'élaboration,

arrête:

Article premier ¹ Le PGEE de la commune de Saulcy est approuvé.

² Dès son approbation, le PGEE lie les autorités de la commune et du Canton.

Art. 2 Le PGEE global comprend les rapports et plans contenus dans les dossiers et classeurs validés par l'Office de l'environnement (ENV).

Art. 3 ¹ Lors de l'exécution des mesures qui y sont prévues, le PGEE peut faire l'objet de modifications mineures sans nouvelle procédure d'approbation. L'ENV en est informé.

² Si le PGEE fait l'objet de modifications majeures, il y a lieu de soumettre ces dernières à l'approbation de l'ENV.

Art. 4 ¹ La mise à jour et/ou l'adaptation du PGEE par la commune de Saulcy doivent être réalisées en fonction de l'extension et ou modification du milieu bâti, des travaux réalisés et de l'évolution des connaissances techniques et scientifiques.

² Les mises à jour se feront en conformité avec les normes et directives du Canton et de l'Association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA).

³ La mise à jour des cadastres des canalisations dans le périmètre des égouts publics et du cadastre des installations d'assainissement de la zone agricole se fera en continu ou au minimum chaque année. Les bases de données mises à jour seront transmises chaque année à l'ENV.

⁴ La mise à jour du plan d'action ou de son tableau se fera en continu ou au minimum chaque année. Le plan d'action actualisé et le tableau récapitulatif seront transmis chaque année à l'ENV.

Art. 5 ¹ Le PGEE est contraignant pour la commune de Saulcy et le Canton.

² Le contenu du PGEE est pris en considération lors de toute étude et/ou travaux liés à l'aménagement du territoire et l'urbanisme, tels que le plan d'aménagement local, la réalisation de plans spéciaux, la délivrance d'autorisations, etc.

³ Lors de l'exécution d'un projet particulièrement important par la commune de Saulcy dans le cadre du PGEE, le préavis de l'ENV peut être sollicité.

Art. 6 ¹ Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 26 septembre 2014

Le ministre de l'Environnement et de l'Équipement:
Philippe Receveur

¹ RS 814.201

² RSJU 814.21

Département de l'Environnement et de l'Équipement

**Arrêté
portant approbation
du plan général d'évacuation des eaux (PGEE)
de la commune de Val Terbi,
localité de Montsevelier**

Le Département de l'Environnement et de l'Équipement,

vu la présentation du PGEE à la population en date du 6 juillet 2011,

vu l'approbation du PGEE par le Conseil communal du 15 juin 2011,

vu la requête de la commune du 11 juillet 2011 tendant à l'approbation du PGEE,

vu l'article 5 de l'ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux)¹,

vu les articles 20 à 27 de l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux (OPE)²,

considérant que le PGEE (plan général d'évacuation des eaux) au sens de l'article 5 OEaux correspond au plan communal d'assainissement, au plan directeur des canalisations (PDC) et au projet général des canalisations (PGC) au sens des articles 20 ss de l'OPE; qu'il y a lieu dès lors d'appliquer à son établissement, par analogie, la procédure définie à l'article 27 OPE,

sous réserve de la future législation cantonale en la matière, actuellement en cours d'élaboration,

arrête:

Article premier ¹ Le PGEE de la commune de Val Terbi (localité de Montsevelier) est approuvé.

² Dès son approbation, le PGEE lie les autorités de la commune et du Canton.

Art. 2 Le PGEE comprend les rapports et plans contenus dans les dossiers et classeurs validés par l'Office de l'environnement (ENV).

Art. 3 ¹ Lors de l'exécution des mesures qui y sont prévues, le PGEE peut faire l'objet de modifications mineures sans nouvelle procédure d'approbation. L'ENV en est informé.

² Si le PGEE fait l'objet de modifications majeures, il y a lieu de soumettre ces dernières à l'approbation de l'ENV.

Art. 4 ¹ La mise à jour et/ou l'adaptation du PGEE par la commune de Val Terbi doivent être réalisées en fonction de l'extension et ou modification du milieu bâti, des travaux réalisés et de l'évolution des connaissances techniques et scientifiques.

² Les mises à jour se feront en conformité avec les normes et directives du Canton et de l'Association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA).

³ La mise à jour des cadastres des canalisations dans le périmètre des égouts publics et du cadastre des installations d'assainissement de la zone agricole se fera en continu ou au minimum chaque année. Les bases de données mises à jour seront transmises chaque année à l'ENV.

⁴ La mise à jour du plan d'action ou de son tableau se fera en continu ou au minimum chaque année. Le plan d'action actualisé et le tableau récapitulatif seront transmis chaque année à l'ENV.

Art. 5 ¹ Le PGEE est contraignant pour la commune de Val Terbi et le Canton.

² Le contenu du PGEE est pris en considération lors de toute étude et/ou travaux liés à l'aménagement du territoire et l'urbanisme, tels que le plan d'aménagement local, la réalisation de plans spéciaux, la délivrance d'autorisations, etc.

³ Lors de l'exécution d'un projet particulièrement important par la commune de Val Terbi dans le cadre du PGEE, le préavis de l'ENV peut être sollicité.

Art. 6 ¹ Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 26 septembre 2014

Le ministre de l'Environnement et de l'Équipement:
Philippe Receveur

¹ RS 814.201

² RSJU 814.21

Service de l'économie rurale

Information

La présente publication permet de garantir que des concurrents potentiels soient informés à temps de l'aide publique envisagée sous la forme d'un prêt d'investissement pour l'association ci-dessous. Les entreprises concernées visées à l'art. 13 OAS peuvent recourir auprès du Service de l'économie rurale, Courtemelon, Case postale 131, 2852 Courtételle dans les 30 jours.

CUMAB 2000, c/o M. Jean-Marc Nagel, La Tuilerie 122, 2947 Charmoille

Achat d'une arracheuse à betteraves

Courtemelon, le 26 septembre 2014

Le chef du Service de l'économie rurale:
Jean-Paul Lachat

Service des infrastructures

Section des constructions routières

Mise à l'enquête publique

Conformément aux art. 26 ss de la loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales (LRN; RS 725.11), le Service des infrastructures de la République et Canton du Jura met à l'enquête publique le projet définitif concernant l'objet de route nationale mentionné ci-après:

A16 - Section 6: du km 29.020 au km 29.575
Compensations écologiques de la section 6 et revitalisation du ruisseau de Boécourt

Lieux de dépôt des plans: secrétariats communaux de Boécourt et Haute-Sorne (Bassecour) et

Durée du dépôt: du 1^{er} octobre au 31 octobre 2014

Les plans peuvent être consultés par le public durant la période de dépôt aux heures d'ouverture des secrétariats communaux concernés.

Sur place, les emprises définitives de l'ouvrage sont délimitées par 2 chemins d'amélioration foncière existants côtés Ouest et Sud et par la future clôture de l'aire de repos de l'A16 côté Nord.

Les éventuelles oppositions, remises par écrit et dûment motivées, seront adressées au Secrétariat général du Département fédéral de l'Environnement, des Transports, de l'Energie et de la Communication (DETEC), Kochergasse 10, 3003 Berne, jusqu'au 31 octobre 2014 au plus tard.

Delémont, le 25 septembre 2014

Service des infrastructures

L'ingénieur cantonal: Jean-Philippe Chollet

Service des infrastructures

Restriction de circulation

Route cantonale N° 1566

Commune: Rebeuvelier

Vu les dispositions légales fédérales et cantonales, le Service des infrastructures informe les usagers que la route sous-mentionnée qu'au vu des travaux effectués dans ce secteur, ce tronçon sera temporairement interdit au trafic poids-lourds, comme précisé ci-après:

Motif: Travaux de pose de canalisations

Tronçon: Traversée du village de Rebeuvelier

Du restaurant «Le Moulin» à l'entrée du village

Durée: Du lundi 6 octobre à 8h00 au vendredi 10 octobre 2014 à 18h00

Du mercredi 22 octobre à 8h00 au jeudi 23 octobre 2014 à 18h00**Restriction: Interdiction de circuler aux camions (OSR 2.07)**

Particularité: Néant

Renseignements: M. Serge Willemin, inspecteur des routes (tél. 032/420 60 00)

Les signalisations de chantier et de déviation réglementaires seront mises en place.

Par avance, nous remercions la population et les usagers de leur compréhension pour ces perturbations du trafic. Nous les prions de bien vouloir se conformer strictement à la signalisation routière temporaire mise en place ainsi qu'aux indications du personnel du chantier affecté à la sécurité du trafic.

Les oppositions à cette restriction ne peuvent être prises en considération en vertu de l'article 107, alinéa 2, de l'OSR.

Delémont, le 24 septembre 2014

Service des infrastructures
L'ingénieur cantonal: J. Ph. Chollet

Publications des autorités communales et bourgeoises

Les Bois

Dépôt public

Dans sa séance du 1^{er} juillet 2014, le Conseil général des Bois a :

- adopté la modification de l'article 29 du règlement du SISFMO
- adopté le nouveau règlement d'impôt de la commune municipale de Les Bois
- adopté la modification de l'article 9 du tarif de l'eau

Conformément aux prescriptions ces documents sont déposés publiquement durant vingt jours.

Les éventuelles oppositions dûment motivées seront adressées au Secrétariat communal dans le délai de 30 jours après la présente publication.

Les Bois, le 1^{er} octobre 2014

Le Conseil communal

Fontenais

**Assemblée communale extraordinaire,
lundi 20 octobre 2014, à 20 h 15,
à la Salle culturelle
du bâtiment des services communaux de Fontenais**

Ordre du jour :

1. Approuver le procès-verbal de l'assemblée communale du 16 juin 2014.
2. Accepter à l'indigénat communal M^{me} Mara Piscitelli, M. Vincenzo Piscitelli et leurs enfants, ressortissants italiens, domiciliés à Fontenais.
3. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement concernant les émoluments de la commune mixte de Fontenais.
4. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement concernant les impôts de la commune mixte de Fontenais.
5. Prendre connaissance et ratifier les contrats constitutifs des réserves forestières suivantes :
 - « Calabri » qui concerne les parcelles N^{os} 691, 692, 1098, 1342
 - « Sous les Roches » qui concerne les parcelles N^{os} 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1175
 - « Côte de Voyebœuf » qui concerne la parcelle N° 287
6. Prendre connaissance du renouvellement d'un véhicule pour le Service des travaux publics, et voter un crédit de 41'000 francs, financé en partie par le fond de renouvellement des véhicules. Donner les compétences au Conseil communal pour se procurer les fonds nécessaires.
7. Prendre connaissance et approuver la subvention de 100'000 francs, pour la rénovation de la Chapelle de Ste-Croix, à financer par le budget de fonctionnement sur une durée de 5 ans.
8. Divers.

Le procès-verbal de l'assemblée mentionnée sous chiffre 1 peut être consulté au secrétariat communal ou sur le site internet www.fontenais.ch. Les demandes de compléments ou de modifications pourront être adressées par écrit, au secrétariat communal au plus tard la veille de l'assemblée ou être faites verbalement lors de celle-ci. L'assemblée communale se prononcera sur les corrections demandées, sinon le procès-verbal sera approuvé sans lecture.

Les règlements mentionnés sous chiffres 3 et 4 sont déposés publiquement 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale au secrétariat communal, où ils peuvent être consultés.

Les éventuelles oppositions seront adressées durant le dépôt public, dûment motivées, au secrétariat communal.

Fontenais, septembre 2014

Le Conseil communal

Montfaucon

Réglementation locale du trafic sur une route communale

Vu la décision du Conseil communal du 18 août 2014, les articles 3 et 106 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière; l'article 2 de la loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux; les articles 3 et 4 de l'ordonnance cantonale du 17 décembre 2013 concernant les réglementations locales du trafic, le Service cantonal des infrastructures préavise favorablement les restrictions suivantes :

- **Route Montfaucon - Le Cernil
Le Gros-Bois-Derrière**
- Pose de 2 signaux (2.30.1) « limite générale 50 km/h » et 2 signaux (2.53.1) « Fin 50 km/h ».

En vertu des articles 94, 96 et 98 du Code de procédure administrative, il peut être fait opposition dans les 30 jours à la présente décision.

Montfaucon, le 24 septembre 2014

Le Conseil communal

Le Noirmont

Réglementation locale du trafic sur une route communale

Vu la décision du Conseil communal du 22.10.2014, les articles 3 et 106 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière; l'article 2 de la loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux; les art. 3 et 4 de l'ordonnance cantonale du 17 décembre 2013 concernant les réglementations locales du trafic, le Service cantonal des infrastructures préavise favorablement les restrictions suivantes :

- **Aménagement d'un giratoire Rue du 23 Juin – Rue de la Croix**
- **Aménagement de 66 places de stationnement Rue du 23 Juin – Rue du Marché – Rue de la Rauracie avec mesures hivernales.**

La mise en place d'un carrefour giratoire à la convergence des rues implique un changement des priorités.

- Pose des signaux OSR 3.02 « Cédez le passage » et OSR 2.41.1 « Carrefour à sens giratoire » à l'extrémité de chacune des rues.

Le détail de ces mesures est présenté sur les plans s'y réfèrent déposé au secrétariat communal du 1^{er} octobre au 2 novembre 2014. (30 jours.)

En vertu des articles 94, 96 et 98 du Code de procédure administrative, il peut être fait opposition dans les 30 jours à la présente décision.

Le Noirmont, le 1^{er} octobre 2014

Le Conseil communal

Porrentruy**Résultat de la votation communale du 28 septembre 2014**

Approuvez-vous un crédit-cadre de 2,5 millions de francs, à couvrir par reprise de réserve et avance de fonds, en vue du renouvellement des conduites d'eau potable ?

Electeurs inscrits:	5106
Votants:	2315
Bulletins valables:	2293
Nombre de OUI:	2107
Nombre de NON:	186

Le crédit-cadre de 2,5 millions de francs, à couvrir par reprise de réserve et avance de fonds, en vue du renouvellement des conduites d'eau potable est donc accepté.

Porrentruy, le 28 septembre 2014

Municipalité de Porrentruy
Le vice-chancelier: D. Sautebin

Porrentruy**Tractandum N° 16****Approbation de la création de 0.4 pour la Maison de l'enfance**

Les documents sur la base desquels le Conseil de ville s'est prononcé peuvent être consultés au Secrétariat municipal. Cette décision est soumise au référendum facultatif.

Délai pour l'envoi de la demande de référendum au Conseil municipal: **jeudi 30 octobre 2014.**

Porrentruy, le 26 septembre 2014

La Chancellerie municipale

Rossemaison**Election complémentaire par les urnes d'un maire le 30 novembre 2014**

Les électrices et électeurs de la commune de Rossemaison sont convoqués aux urnes afin de procéder à l'élection complémentaire d'un maire, selon le système majoritaire à deux tours, conformément aux dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques et du règlement communal sur les élections.

Dépôt des candidatures: les actes de candidatures doivent être remis au Conseil communal jusqu'au lundi 20 octobre 2014 à 18 heures. Ils indiqueront le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession du (de la) candidat-e. Les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite du (de la) candidat-e et celles d'au moins cinq électeurs - trices domiciliés - es dans la commune.

Ouverture du bureau de vote
Rossemaison: salle du Conseil communal
Heures d'ouverture: dimanche 30 novembre 2014 de 10 - 12 heures

Scrutin de ballottage éventuel: Dimanche 21 décembre 2014 aux mêmes heures et dans les mêmes locaux.

Pour le second tour éventuel, les actes de candidatures doivent être remis au Conseil communal jusqu'au mercredi 3 décembre 2014 à 18 heures. Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

Rossemaison, le 8 octobre 2014

Le Conseil communal

Saignelégier**Entrée en vigueur du règlement concernant l'élimination des déchets urbains et autres déchets et du règlement tarifaire y relatif**

Les règlements communaux susmentionnés, adoptés par l'Assemblée communale de Saignelégier le 30 juin 2014, ont été approuvés par le Service des communes le 12 septembre 2014.

Réuni en séance du 22 septembre 2014, le Conseil communal a décidé de fixer leur entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015.

Les règlements ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Saignelégier, le 23 septembre 2014

Le Conseil communal

Saignelégier**Entrée en vigueur du règlement d'impôt**

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'Assemblée communale de Saignelégier le 30 juin 2014, a été approuvé par le Service des communes le 12 septembre 2014.

Réuni en séance du 22 septembre 2014, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Saignelégier, le 23 septembre 2014

Le Conseil communal

Val Terbi**Dépôt public**

Lors de sa séance du 23 septembre 2014, le Conseil général de la Commune mixte de Val Terbi a adopté le règlement suivant:

- règlement relatif à la taxe communale sur le séjour des propriétaires de résidences secondaires et des personnes pratiquant le camping résidentiel

Le règlement précité est déposé publiquement au Secrétariat communal durant 20 jours dès la présente publication, où il peut être consulté.

Les éventuelles oppositions seront adressées durant le dépôt public, dûment motivées, au Secrétariat communal.

Le Conseil communal

Avis de construction**Bonfol**

Requérant: Borrero Demian, Oberdorfstrasse 51, 4125 Riehen. Auteur du projet: Borrero Demian, Oberdorfstrasse 51, 4125 Riehen.

Projet: transformation et assainissement du bâtiment N° 282, nouvelle cheminée, couvert en façade Sud-Ouest, sur la parcelle N° 3128 (surface 951 m²), sise à la rue de la Gare. Zone d'affectation: Centre CA.

Dimensions principales: longueur: 6 m 50, largeur 3 m 50.

Genre de construction: murs extérieurs: sans changement. Façades: crépis et bois naturel. Couverture: tuiles existantes.

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au 31 octobre 2014 au secrétariat communal de Bonfol où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Bonfol, le 26 septembre 2014

Le Conseil communal

Clos du Doubs / Epiquez

Avenant à la publication parue dans le Journal officiel N° 34 du 24 septembre 2014

Requérant: Martin Marchand, La Réchesse 53, 2886 Epiquez. Auteur du projet: Martin Marchand, La Réchesse 53, 2886 Epiquez.

Projet: étable pour bovins, stockage fourrage, chambre à lait, local de traite, local fromagerie, SRPA, fosse à purin, fumière et hangar à machines, stockage fourrage et boxes à chevaux sur la parcelle N° 109 (surface 244'118 m²), sise au lieu-dit «La Réchesse». Zone d'affectation: Agricole ZA.

Dérogation requise: l'article 97 LAgr. est applicable.

Clos du Doubs / Saint-Ursanne

Requérant: Coop Immobilien, Kasparstrasse 7, 3027 Berne. Auteur du projet: Whg.architectes Sàrl, Rue de la Gruère 5, 2350 Saignelégier.

Projet: réaménagement du magasin et des locaux de service, installation d'un monobloc de ventilation, isolation périphérique, plate-forme élévatrice entrée dépôts, sur la parcelle N° 61 (surface 781 m²), sise à la rue du 23-Juin. Zone d'affectation: Centre CA.

Dimensions principales: existantes.

Genre de construction: murs extérieurs: maçonnerie existante, isolation périphérique. Façades: crépissage de teinte blanche. Couverture: tuiles sans changement.

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au 31 octobre 2014 au secrétariat communal de Clos du Doubs, St-Ursanne où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Clos du Doubs, le 29 septembre 2014

Le Conseil communal

Clos du Doubs / Seleute

Requérant: Consortium Mont-Terri, Rue de la Gare 63, 2882 Saint-Ursanne. Auteur du projet: Consortium Mont-Terri, Rue de la Gare 63, 2882 Saint-Ursanne.

Projet: sismomètre alimenté par un panneau solaire, armoire technique, sur la parcelle N° 104 (surface 187'266 m²), sise au lieu-dit «Chu l'Ota». Zone d'affectation: Agricole ZA.

Dimensions principales: longueur: 0.80 m, largeur 0.80 m, hauteur 2 m 50. Dimensions de l'armoire: longueur 0.75 m, largeur 0.40 m, hauteur 1 m 35.

Genre de construction: sismomètre enterré, panneau solaire sur châssis métallique.

Dérogation requise: Art. 24 LAT.

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au 31 octobre 2014 au secrétariat communal de Clos du Doubs, St-Ursanne où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Clos du Doubs, le 29 septembre 2014

Le Conseil communal

Delémont

Requérant: Alcosuisse, centre de profit RFA, Rte de la Communance 58, 2800 Delémont. Auteur du projet: GVH Delémont SA, Rue St-Maurice 30 h, 2800 Delémont.

Projet: construction d'une passerelle métallique pour le personnel d'exploitation permettant d'accéder sur les wagons lors des chargements, sur la parcelle N° 1421 (surface 68'046 m²), sise à la route de la Communance. Zone de construction AB: Zone d'activités B, secteur b.

Dimensions: selon plans.

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au vendredi 31 octobre 2014 inclusivement, au Secrétariat de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement.

Les prétentions à compensation des charges qui n'ont pas été annoncées à l'autorité communale pendant le délai d'opposition sont périmées (art. 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire et art. 48 du décret du permis de construire).

Delémont, le 26 septembre 2014

Service de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics

Porrentruy

Requérant: Monsieur Périat Jean-Pierre, Grand-Rue 4, 2900 Porrentruy. Auteur du projet: Monsieur Périat Jean-Pierre, Grand-Rue 4, 2900 Porrentruy.

Projet: agrandissement de l'appartement situé au 3^e étage par la création de deux chambres et d'un bureau situés dans les combles. Modification de

l'appartement du 3^e étage par la création d'un espace séjour + cuisine. Ces aménagements sont prévus dans le bâtiment N° 4, au lieu-dit « Grand-Rue », sur la parcelle N° 55 (surface 232 m²), en zone de construction VV : Vieille ville.

Description: bâtiment N° 55, agrandissement de l'appartement situé au 3^e étage par la création de deux chambres et d'un bureau situés dans les combles. Modification de l'appartement du 3^e étage par la création d'un espace séjour + cuisine. Ouverture de deux lucarnes de dimensions 1 m 30 x 0.90 m et pose d'une fenêtre rampante de type « Vélux » de 0.66 m x 1 m 18. Ces aménagements seront réalisés conformément à la demande en permis de construire du 21 août 2014 et complétée le 27 août 2014 et conformément aux plans timbrés par le Service de l'Urbanisme Equipement et Intendance.

Dimensions: bâtiment existant.

Genre de construction: bâtiment existant.

Dérogation requise: Art.8 du RC. Place/s de parc manquante/s.

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au vendredi 31 octobre 2014 inclusivement, au Service Urbanisme Equipement Intendance (UEI) où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront reçues jusqu'à cette date inclusivement.

Les prétentions à compensation des charges qui n'ont pas été annoncées à l'autorité communale pendant le délai d'opposition sont périmées (art. 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire et art. 48 du décret du permis de construire).

Porrentruy, le 25 septembre 2014

Service Urbanisme Equipement Intendance (UEI)

Porrentruy

Requérant: Société Prisma SA, Rue d'Aimant 5, 2900 Porrentruy. Auteur du projet: Faivre Energie SA, Route de Porrentruy 82, 2800 Delémont.

Projet: pose de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments N°s 5 et 58, sur la parcelle N° 2925 (surface 3757 m²), sise à la rue d'Airmont, en zone d'activités A (zone AA), PS « En Roche-de-Mars ». Zone d'affectation: Zone d'activités A (zone AA).

Description: bâtiment N° 5, pose de 890 m² de panneaux photovoltaïques de style « Mono-cristalline PV Module » de couleur noir, posés sur toit plat, répartis sur l'ensemble du toit du bâtiment industriel ainsi que sur le garage, bâtiment N° 58. Ces aménagements seront réalisés conformément à la demande en permis du 10 septembre 2014 et selon les plans timbrés par le Service de l'Urbanisme Equipement et Intendance.

Dimensions: bâtiment existant.

Genre de construction: bâtiment existant. Toit plat. Chauffage: panneaux photovoltaïques.

Dérogation requise: plan spécial « En Roche-de-Mars ».

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au vendredi 31 octobre 2014 inclusivement, au Service Urbanisme Equipement Intendance (UEI) où les oppositions, faites par écrit et motivées, seront reçues jusqu'à cette date inclusivement.

Porrentruy, le 25 septembre 2014

Service Urbanisme Equipement Intendance (UEI)

Rebeuvelier

Requérant: Michel Buchwalder, Mon Désir 1, 2832 Rebeuvelier. Auteur du projet: Michel Buchwalder, Mon Désir 1, 2832 Rebeuvelier.

Projet: construction d'un couvert à voiture et couverture d'un parc à chiens, sur la parcelle N° 1181 (surface 3448 m²), sise au lieu-dit « Mon Désir ». Zone d'affectation: Zone agricole ZA.

Dimensions principales: longueur: 6 m 40, largeur 4 m 25, hauteur 2 m 10, hauteur totale 4 m 15. Dimensions du parc à chiens: longueur 16 m, largeur 4 m, hauteur 2 m 50.

Genre de construction: murs extérieurs: ossature bois. Couverture du garage: tuiles de couleur brune. Couverture du parc à chiens: Eternit.

Dérogation requise: Article 24 LAT.

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au 30 octobre 2014 au secrétariat communal de Rebeuvelier où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Rebeuvelier, le 1^{er} octobre 2014

Le Conseil communal

Rebeuvelier

Requérant: Stéphane Maillat, La Sarazine 3, 2832 Rebeuvelier. Auteur du projet: Stéphane Maillat, La Sarazine 3, 2832 Rebeuvelier.

Projet: construction d'un poulailler à titre de loisir, sur la parcelle N° 1179 (surface 6300 m²), sise au lieu-dit « La Sarazine 3 ». Zone d'affectation: Zone agricole ZA.

Dimensions principales: longueur: 2 m, largeur 1 m.

Genre de construction: murs extérieurs: ossature bois et grillages. Couverture: Eternit de couleur brun rouge.

Dérogation requise: Article 24 LAT.

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au 30 octobre 2014 au secrétariat communal de Rebeuvelier où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Rebeuvelier, le 1^{er} octobre 2014

Le Conseil communal

Saignelégier

Requérant: Froidevaux Thierry, Sous-la-Neuvevie 1, 2350 Saignelégier. Auteur du projet: Froidevaux Thierry, Sous-la-Neuvevie 1, 2350 Saignelégier.

Projet: hangar à machines agricoles, sur la parcelle N° 377 (surface 140'132 m²), sise au lieu-dit « Sous La Neuve Vie ». Zone d'affectation: Agricole ZA.

Dimensions principales: longueur: 15 m 50, largeur 7 m 30, hauteur 3 m 90, hauteur totale 5 m 40.

Genre de construction: murs extérieurs: muret béton, ossature bois. Façades: lames bois de teinte naturelle. Couverture: Eternit grandes ondes de couleur rouge.

Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au 3 novembre 2014 au secrétariat communal de Saignelégier, 2350 Saignelégier où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Saignelégier, le 29 septembre 2014

Le Conseil communal

Divers

Avis de mise à ban

- La parcelle N° 55 du ban de Haute-Sorne / Glovelier est mise à ban sous réserve des charges existantes;
- il est fait défense aux tiers non autorisés de traverser; de parquer des véhicules de tous genres sur ladite parcelle;
- les contrevenants pourront être dénoncés et seront passibles d'une amende de Fr. 2000.– au plus.

Porrentruy, le 12 septembre 2014

La juge civile: Corinne Suter

Mobilière Suisse Société Coopérative

Renouvellement partiel de l'Assemblée des délégués; propositions de vote, circonscription électorale du canton du Jura (durée de mandat 2015 – 2021)

Troisième publication

En vertu de l'article 10 des statuts du 16 décembre 1999 et de la modification du 18 mai 2001 et du 16 mai 2014, le Conseil d'administration de la Mobilière Suisse Société Coopérative («Société») propose d'élire ou de réélire au poste de délégué de la circonscription électorale du canton du Jura, pour un mandat de six ans, les personnes suivantes:

Donzé Gérard, Le Cerneux-Veusil; Mamie Nicole, Porrentruy.

En vertu de l'article 11 des statuts, les membres de la Société qui souhaitent présenter d'autres propositions de vote doivent les faire parvenir au siège de la Société à l'attention du Conseil d'administration (la date du timbre postal fait foi) trois mois au plus tard après la première publication de l'avis. En ce qui concerne les exigences de forme, nous renvoyons expressément à l'article 11, alinéas 3 à 5 des statuts.

Les statuts sont disponibles auprès de chaque agence générale de la Mobilière, ainsi qu'au siège de la Société, Bundesgasse 35, 3011 Berne.

Berne, le 11 septembre 2014

Mobilière Suisse Société Coopérative
Le Conseil d'administration
